

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués
2 avenue Grüner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 27/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NAVY LEST INTERNATIONAL

606 rue George Sand
42350 La Talaudière

Références : UID4243-DSSP-023-0117
Code AIOT : 0006104862

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2023 dans l'établissement NAVY LEST INTERNATIONAL implanté 606, rue George Sand - 42350 La Talaudière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à une plainte de voisinage pour émission de fumées non canalisées provenant de la société Navy Lest.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NAVY LEST INTERNATIONAL
- 606, rue George Sand - 42350 La Talaudière
- Code AIOT : 0006104862
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

La société Navy Lest est une fonderie de plomb. Elle fabrique des objets pour lester des bateaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Captage et épuration des rejets	Arrêté Préfectoral du 17/10/2000, article 3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
4	Modification du site	Arrêté Préfectoral du 17/10/2000, article 5	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Stockage des liquides polluants	Arrêté Préfectoral du 17/10/2000, article 4.8.2	/	Sans objet
3	Elimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/10/2000, article 5.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra communiquer les éléments demandés par l'administration dans les délais indiqués. Compte tenu des écarts relevés, notamment en terme de traitement des fumées et de mise en service d'un deuxième atelier de fusion du plomb, il est proposé à M. le Préfet de la Loire d'encadrer les éléments demandés dans un arrêté préfectoral de mise en demeure.

La problématique de la santé des personnes travaillant dans l'atelier et se trouvant dans le voisinage du site devant faire l'objet d'une attention particulière, le présent rapport sera transmis au service de la médecine du travail de la Loire, ainsi qu'à l'agence régionale de santé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Captage et épuration des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2000, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 3.1.1 -Les installations doivent être conçues, implantées, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions (fumées, gaz, poussières ou odeurs) à l'atmosphère. Ces installations doivent, dans toute la mesure du possible, être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions qui sont traitées en tant que de besoin, notamment pour respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. Variation de débit et indisponibilité Les installations de traitement des effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière : - à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents, - à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité. 3.1.2 - Les dispositifs d'évacuation sont munis d'orifices obturables et accessibles, placés de manière à réaliser des mesures représentatives. La forme des cheminées ou conduits d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés. Les débouchés à l'atmosphère de ces dispositifs doivent être éloignés au maximum des habitations. Cheminées et autres conduits d'évacuation La hauteur minimale est de 10 m, et la vitesse d'éjection est d'au moins 5 m/sec.
Constats : Le jour de la visite, les fours de fusion du plomb n'étaient pas reliés à un système de captage des émissions gazeuses. Celles-ci se font donc à l'air libre dans les ateliers de l'exploitant. Elles peuvent être plus ou moins intenses en fonction de l'humidité des moules ou de l'utilisation de produits chimiques pour les besoins du process. Ce constat est corroboré par le rapport de contrôle des effluents gazeux de 2021 de la société SOCOAIR qui n'arrive pas à quantifier le flux de composés émis à l'atmosphère. Il est en effet mentionné en p.15 sur 18 du rapport : "Pas de flux canalisé car pas de ventilation : impossibilité de rendre les résultats en flux". Actions attendues de l'administration : - 15 jours : proposer des solutions de captation des fumées lors de la fusion du plomb ou lors de l'usinage de pièces en plomb. Ces propositions seront faites après avoir consulté la médecine et l'inspection du travail. Les avis des organismes consultés ou bon de commande seront transmis à l'administration. - Les délais de mise en oeuvre de la solution technique retenue seront soumis à l'inspection des installations classées ainsi qu'à la médecine du travail. En cas de délai de mise en oeuvre trop long, l'industriel proposera des mesures temporaires. - L'efficacité du système de captation des fumées ou des mesures temporaires sera évaluée par une campagne de mesures et de leur conformité par rapport à l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Stockage des liquides polluants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2000, article 4.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">+ 100 % de la capacité du plus grand réservoir+ 50 % de la capacité totale des réservoirs associés <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">° dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,° dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,° dans tous les cas, 800 litres minimum ou égal à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Les produits récupérés dans les rétentions en cas d'accident, ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et pour les liquides inflammables, dans les conditions définies dans l'arrêté ministériel du 22 juin 1998.</p>
<p>Constats : Lors de la visite, une rétention était remplie d'hydrocarbures et les sols étaient gras dans le 2ème atelier de fusion. Par ailleurs, une cuve d'hydrocarbures n'était pas sur rétention dans l'atelier de réparation d'un bateau.</p> <p>L'exploitant a été sensibilisé au fait que les stockages de matières dangereuses ou polluantes doivent se faire sur rétention.</p> <p>Action attendue de la part de l'administration :</p> <ul style="list-style-type: none">- sans délai : mettre sur rétention les différents fûts de produits dangereux ou polluants pour l'environnement. <p>Ce point fera l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite du site par l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Elimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2000, article 5.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'élimination des déchets qui ne peuvent pas être valorisés, doit être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet. L'exploitant établit un bilan annuel récapitulant les quantités éliminées et les filières retenues. Tout brûlage à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdit. Les emballages industriels sont éliminés conformément au décret n° 94-409 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballage dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.
Constats : Des traces de combustion de déchets sont observées. L'exploitant a indiqué faire brûler occasionnellement des palettes. Il lui a ainsi été rappelé que cette activité est interdite sur son site. Action attendue de l'administration : - Sans délai : arrêter l'activité de brûlage de déchets et nettoyer la zone servant à cette activité (transmettre des photos de la zone nettoyée). Ce point fera l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite du site. Des poursuites administratives ou pénales pourront être réalisées envers l'exploitant en cas de signalement de la poursuite de l'activité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Modification du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2000, article 5
Thème(s) : Situation administrative, plan des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé : « Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. Le Préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article 18. S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont de nature à entraîner des dangers ou inconvénients mentionnés « à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 susvisée et à l'article 2 de la loi n° 92-8 du 3 janvier 1992 sur l'eau », le Préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'autorisation. Tout transfert d'une installation soumise à autorisation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation. Les demandes visées aux deux alinéas précédents sont soumises aux mêmes formalités que les demandes d'autorisation primitives. »
Constats : L'exploitant a mis en oeuvre un deuxième atelier de fusion sans en avertir l'administration. L'atelier ne figure en effet pas sur les plans de son dossier d'autorisation initial. L'impact sur l'environnement et les nouveaux dangers générés par cette installation n'ont ainsi pas été étudiés et soumis à l'avis des différents services de l'Etat (SDIS de la Loire, DDT, ARS, mairie). La configuration des lieux est par ailleurs singulière dans la mesure où l'atelier est accolé au site voisin qui exerce dans l'alimentaire (fabrication de pâte à pizza). Actions attendues de l'administration : - déposer un dossier de porter à connaissance sous 3 mois avec évaluation de l'impact sur l'environnement (système de captation des fumées) et des dangers de l'installation (risque et protection incendie, impact sur les capacités de rétention du site), les plans réactualisés du site devront être transmis. - en cas d'avis défavorable lors de la consultation des services de l'Etat sur le dossier, le site devra être mis dans sa configuration initiale et l'activité dans cet atelier suspendue. Ou - arrêt sous un mois du second atelier de fusion de plomb. L'exploitant tiendra informé l'administration de sa décision.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 3 mois